



Unité pour dire non aux « ordonnances-travail » et formuler une alternative

Après un séminaire de travail le dimanche 10 septembre et une première coordination politique le lundi 18 septembre, le Mouvement du 1^{er} Juillet appelle à l'unité la plus large pour obtenir le retrait des « ordonnances-Macron » et l'ouverture d'un véritable processus de négociation pour édifier un droit protecteur, notamment face aux mutations radicales que connaît le travail aujourd'hui.

D'où vient ce fantasme de la flexisécurité qui inspire Emmanuel Macron ?

Le chômage de masse est une donnée structurelle de notre économie depuis plusieurs décennies. A l'exception des années 2002 et 2008, il n'est jamais descendu sous les 8% de la population active, et aujourd'hui, un actif sur cinq est exclu de l'emploi. Évoquer une situation de crise exceptionnelle, relève donc du déni. On rétorquera que d'autres pays européens – Allemagne, Angleterre... – font mieux que nous. C'est vrai, au prix d'une progression considérable de la pauvreté et d'un accroissement dangereux des inégalités. Voilà le modèle qui inspire le nouveau pouvoir comme il a inspiré le gouvernement Valls à travers les lois Macron et El Khomri. Ce fantasme grossier des libéraux se résume à deux phrases : moins le travail est cher, plus l'entreprise est compétitive. Plus il est simple de licencier, plus il est facile d'embaucher.

A l'aube du 18^{ème} siècle, Bernard de Mandeville avait déjà résumé cette doctrine : « *il est incontestable que dans une nation libre où il est interdit d'avoir des esclaves, la richesse la plus sûre consiste dans une multitude de pauvres laborieux* ». Ne cherchez pas plus loin la source philosophique des ordonnances Macron.

Protester, mais pour dire quoi ?

Proposer une énième relance keynésienne de notre économie pour soutenir la consommation populaire, c'est ignorer les transformations qui sont à l'œuvre aujourd'hui dans le monde du travail. L'essentiel est ailleurs.

Notre responsabilité est de répondre à la crise du salariat, conséquence de l'échec à revenir au plein emploi et de la métamorphose en cours du travail. Nous croyons que la France est secouée, comme toute l'économie mondiale, par les effets de la révolution numérique sur le travail. La vitesse des progrès dans le champ de l'automatisation et de l'intelligence artificielle est fulgurante, et ces évolutions ne sont pas près de ralentir. En 1980, les Français ont travaillé 41 milliards d'heures pour produire un PIB de 1000 milliards d'euros. En 2014, ils ont consacré 40 milliards heures à produire 2000 milliards d'euros.

Dans une société où le salariat est en crise et où le plein emploi est devenu une chimère, la reconnaissance sociale ne peut plus être exclusivement liée au fait d'avoir un emploi et de contribuer à la production nationale. Nous croyons donc qu'il faut préparer la négociation et l'adoption d'un nouveau contrat social qui pose le principe d'un revenu universel d'existence. Ce nouveau contrat social devra engager la réduction stratégique du temps de travail,

redonner de l'autonomie et de la capacité de négociation aux travailleurs pour choisir le temps partiel, faciliter l'engagement dans d'autres projets et activités qui ne produisent pas de richesse mais du lien social.

A l'inverse, les « ordonnances Macron » ignorent délibérément ce bouleversement actuel et la réalité du travail vécue par les Français. Elles renoncent à équiper en droits ceux qui travaillent sans contrat de travail, elles refusent la reconnaissance du « burn-out » comme maladie professionnelle.

Quelle unité ?

« Quand les blés sont sous la grêle, fou celui qui fait le délicat, fou celui qui pense à ses querelles, dans notre commun combat », écrivait Aragon.

Nous considérons que le retrait des « ordonnances- travail » est crucial si nous voulons éviter que des centaines de milliers de travailleurs basculent dans la pauvreté. C'est pourquoi le M1717 participe à toutes les initiatives syndicales, associatives, politiques qui fédèrent les citoyens contre ces ordonnances et ouvrent le débat sur ce que nous proposons en lieu et place de cette dérégulation dramatique. A cette étape, la participation aux initiatives de la France Insoumise ne relève ni d'une alliance privilégiée ni d'un partenariat stratégique en vue d'un programme commun ou de la conquête du pouvoir. Certains diront que le « rôle » des politiques n'est pas de défiler derrière des banderoles syndicales ou encore que Mélenchon est « infréquentable » et que nous ne pouvons pas nous soumettre à l'agenda de la France Insoumise. Mais ce ne sont que des prétextes pour abandonner à leur sort ceux qui seront directement touchés par ces ordonnances travail. Et les prétextes dissimulent mal la duplicité, l'embarras ou le vide politique.

Voilà pourquoi nous manifestons : pour dire non aux ordonnances et formuler une alternative.